

Initiatives ministérielles

Mon collègue ne pense-t-il pas, à la lumière de ces deux témoignages, que les députés d'en face se foutent éperdument de la simplification du régime fiscal? Ne disaient-ils pas la vérité à ce moment-là? Ne se préoccupent-ils pas de la réduction de la dette, ou avons-nous simplement été induits en erreur?

M. Riis: Monsieur le Président, mon collègue de Kooteney-Ouest—Revelstoke a posé plusieurs questions. Permettez-moi de commencer par son allusion au fait qu'aucun député conservateur n'a parlé de ce projet de loi sur les REER. Cela me consterne et me déçoit parce que j'aurais voulu entendre leurs explications, particulièrement au sujet de fait que les personnes qui gagnent 20 000 \$ par année se trouveront perdantes à cause de ce projet de loi compte tenu du montant qu'elles peuvent mettre de côté pour leur retraite.

Je ne suis pas étonné de cette non-participation, mais j'espère que, lorsque nous reprendrons le débat demain matin, un certain nombre de députés conservateurs se feront entendre. J'aimerais au moins pouvoir leur poser quelques questions. C'est difficile de contredire les arguments des députés d'en face lorsque personne ne parle.

À propos de la complexité des règles, j'ai essayé de faire valoir qu'avec 4000 percepteurs de plus, et peut-être même 6000 ou 7000 avec toutes les autres personnes, c'est une paperasserie cauchemardesque qui va tomber sur le pays et sur un système fiscal déjà bien trop complexe. Le moment des déclarations d'impôt arrive. J'ai essayé de m'y mettre, l'autre jour, mais je me suis complètement découragé. Je ne sais pas s'il y en a qui ont commencé à remplir leur déclaration. J'essaie toujours de la remplir sans l'aide d'un comptable, mais chaque année je fais des erreurs. Il faudra que je finisse par aller voir un comptable, je ne peux pas le faire moi-même.

Pour en revenir à la question, le gouvernement conservateur veut-il vraiment réduire le déficit? Mon collègue, le président du Comité des finances, était ici il y a un moment et je vois qu'il est avec un de ses collègues d'Edmonton. Peut-être pourrions-nous réserver un peu de temps au Comité des finances pour étudier toutes les dépenses fiscales des sociétés, évaluer comment elles influent sur les profits et les pertes, et voir si nous gagnons quelque chose en contrepartie de ce que nous perdons. Dans les cas où nous gagnons, nous pouvons même améliorer certaine de ces exemptions. Par contre, lorsque nous ne pouvons pas démontrer hors de tout doute que certains avantages fiscaux sont profitables à l'ensemble des contribuables, nous devrions y renoncer. Nous devons cependant procéder étape par étape parce qu'à mon avis, les Canadiens seraient ainsi rassurés face à certaines compressions que le gouvernement essaie de faire accepter.

Les Canadiens savent que chaque année, le Trésor fédéral perd des milliards de dollars, pas des millions, mais bien des milliards, en raison des seules exemptions accordées aux entreprises, et je ne parle ici que de l'impôt des sociétés, car c'est là que le Trésor subit les plus grosses pertes. Par conséquent, tant que nous ne procéderons pas à l'évaluation de chaque exemption comme je le préconise, les Canadiens n'appuieront jamais une réforme fiscale parce qu'ils savent qui y perdrait et qui y gagnerait.

Le président suppléant (M. Kempling): À l'ordre, s'il vous plaît. Comme il est 18 heures, la Chambre s'ajourne à demain, 11 heures, conformément au paragraphe 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 heures.)